



## Les conséquences des rénovations énergétiques pour les groupes vulnérables

*Gabriela Muri Koller, chargée de cours, Université des sciences appliquées de Zurich ZHAW, Travail social*

En Suisse, les ménages représentent une part significative de la consommation d'énergie. Plusieurs raisons peuvent expliquer leur facture énergétique élevée: le style de vie, la faible efficacité énergétique des équipements ou l'état des locaux d'habitation sur ce plan. Aussi la Stratégie énergétique 2050 prévoit-elle différentes mesures pour améliorer l'efficacité énergétique des ménages et du secteur du bâtiment. Seulement, les aides financières et les allègements fiscaux bénéficient avant tout aux propriétaires, alors que les locataires doivent souvent s'attendre à une hausse de loyer après une rénovation. Le manque d'efficacité énergétique du logement ou de l'équipement des ménages pauvres ou en situation précaire peut constituer un véritable piège. Une hausse de loyer consécutive à un assainissement énergétique fait souvent exploser le budget serré des groupes vulnérables et peut même entraîner la perte du logement. Si, à l'étranger, une attention accrue est désormais portée aux conséquences sociales du tournant énergétique, les répercussions des mesures de politique énergétique pour les ménages à faible revenu ne suscitent guère d'intérêt en Suisse, tant sur le plan politique que sur le plan sociétal.

Une étude financée par l'Office fédéral du logement (OFL) et réalisée par l'institut Diversité et participation sociale de la ZHAW sur le thème de la précarité énergétique et des conséquences des assainissements énergétiques montre que les ménages pauvres ou en situation précaire vivent souvent dans des appartements nécessitant d'être assainis. Ils sont donc plus souvent contraints de déménager ou de se satisfaire d'infrastructures insuffisantes et de s'accommoder de coûts énergétiques non influençables et des conséquences financières qui en découlent. Le locataire dont le logement est assaini doit souvent chercher un nouveau logement et ne peut guère, voire pas du tout bénéficier de la baisse escomptée des coûts de l'énergie résultant de l'assainissement réalisé. En revanche, s'il ne peut ou ne veut pas déménager, il choisira alors de se priver de biens de base (alimentation, vêtements, loisirs et mobilité) pour réduire ses dépenses et parvenir ainsi à régler sa facture énergétique ou à compenser la hausse de son loyer. Comme des études similaires, menées à l'étranger l'ont montré (p. ex. l'étude NELA en Autriche), les groupes vulnérables adoptent des pratiques sélectives en matière de chauffage et d'éclairage afin d'économiser sur les coûts énergétiques en renonçant à chauffer certaines pièces toute l'année ou en lavant la vaisselle à l'eau froide. Le problème réside dans le fait que, du fait de la faiblesse de leur revenu, les ménages pauvres ou en situation précaire ne disposent que d'une marge de manœuvre limitée pour effectivement réduire leurs coûts énergétiques.

Les mécanismes d'exclusion auxquels sont exposés les groupes vulnérables résultent en partie d'un manque de clarté concernant les compétences des institutions et domaines politiques concernés. En l'espèce, une politique intersectorielle est le seul moyen de parvenir à une transformation socialement plus équitable du système énergétique. C'est ce qui ressort aussi bien de l'analyse de la littérature que des résultats empiriques.

Référence: Suppa Anna, Muri Koller Gabriela & al. (2019). *Relations entre pauvreté monétaire et précarité énergétique et conséquences des assainissements énergétiques pour les groupes vulnérables: une analyse qualitative. Résumé.* Granges (SO): Office fédéral du logement.